Vous avez dit « souveraineté » ?

vendredi 26 juin 2020, par Denis COLLIN

La souveraineté réside essentiellement dans la nation : voilà ce que dit notre texte fondamental. La souveraineté est indissociable des droits des citoyens, lesquels supposent au moins qu'ils sont égaux en droit. Tout se tient.

Il parait qu'il s'est fait un grand rassemblement de souverainistes derrière un homme qui se veut girondin et proudhonien. L'affaire fait grand bruit. Si on est proudhonien, on est contre l'État, et je vois mal comment l'antiétatisme peut cohabiter avec l'idée de souveraineté qui suppose un pouvoir au-dessus duquel il n'est aucun pouvoir.

Mais passons. Peut-on être « souverainiste » et accepter l'union européenne ? Que je sache le souverainiste Chevènement ne demande ni la sortie de l'euro, ni la sortie de l'UE. C'est un souverainiste d'opérette, ce que confirme son soutien réitéré à Macron.

Pourquoi au lieu de créer un nouveau média — qui n'est qu'une compilation d'articles sans projet politique — pourquoi ne pas appeler plutôt à un mouvement pour la sortie de la France de l'UE et de l'euro, avec des comités de base dans chaque ville de France ? Parce que, sur un tel projet, les « vedettes » médiatiques n'accourraient pas. J'ai des amis qui croient qu'ils seront mieux entendus parce que leurs écrits paraissent dans la revue de Michel Onfray et Stéphane Simon. C'est une erreur : pour être entendu, il faut s'adresser au peuple, aux gens « d'en bas », dans des comités de base, pas dans des revues et sites internet faits pour accueillir des stars politiques vieillissantes et qui ne feront qu'intéresser les médias en mal de « bêtes identitaires » à pourchasser. Se revendiquer du populisme sans le peuple, c'est assez étonnant.

Pour être souverainiste, pas seulement en parole mais en acte, il faut aujourd'hui défendre les droits démocratiques et donc mobiliser le peuple de ce pays contre la suppression du droit de manifester que prépare le gouvernement Macron (qui a, rappelons-le, le soutien de Chevènement). Il faut se mobiliser aux côtés du personnel soignant, contre la poursuite de la réforme hospitalière. Il faut se mobiliser pour la rupture avec la discipline budgétaire de l'UE et agir pour un front unique pour la défense des salariés et des indépendants. Bref agir pour l'unité dans l'action avec les organisations syndicales telles qu'elles sont.

Faute d'organiser ce lien entre mouvement social et revendication de la souveraineté, le prétendu souverainisme laissera, comme d'habitude, le champ libre aux européistes quand viendra l'heure des échéances.

En janvier 2019, nous avions fait une proposition de collectif national pour la souveraineté et la justice sociale qui commençait à rassembler des militants et notamment des militants « gilets jaunes ». Plusieurs des participants ont préféré continuer leur petite cuisine dans leurs petites casseroles. Dommage. Un ami écrit qu'il est bien monté sur le bateau de Michel Onfray mais avec son propre sac. Mais dans un bateau, ce n'est pas le sac du passager qui détermine la direction et le prochain port, mais l'homme qui tient la barre… et l'armateur.

Répétons donc : il faut un rassemblement populaire, sur les revendications populaires, avec les organisations populaires pour organiser la rupture avec l'UE, la sortie de la France de ce « machin » et le reprise du droit de battre monnaie.

Le vieux Caton terminait chacun de ses discours par « Carthago delenda est ». Prenons l'habitude de répéter : « L'Union européenne doit être détruite ».

Denis Collin. le 25 juin 2020